Valais

Objekttyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): **- (1981)**

Heft 583

PDF erstellt am: **24.05.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.
Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.
Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

Ein Dienst der *ETH-Bibliothek*
ETH Zürich, Rämistrasse 101, 8092 Zürich, Schweiz, www.library.ethz.ch

http://www.e-periodica.ch

VAUD

Le système Baehler

En marketing politique comme en publicité, on ne connaît pas de recette qui marche à coup sûr. Même un gros budget ne peut garantir le succès d'un candidat ou d'une savonnette et pourtant à chaque fois qu'un candidat passe ou qu'un produit réussit la tentation devient irrésistible d'appliquer la même méthode de promotion pour une élection ou un lancement ultérieur.
Sans doute par habitude des affaires politiques et des affaires tout court, les libéraux se plagient eux-mêmes en appliquant dans le canton de Vaud pour l'élection partielle au Conseil d'Etat la méthode de «vente» inventée (paraît-il par Gilbert Couteau, secrétaire de la SDES) pour la promotion du candidat «hors parti», Aloys Werner, présenté avec succès à Genève contre le candidat socialiste Christian Grobet.

Certes, la méthode — dite du «témoignage» par les publicitaires — a été sensiblement raffinée en passant de Genève dans le canton de Vaud. Les variations sur l'argumentation de base en faveur du candidat J.-F. Baehler sont moins éparpillées. Elles se concentrent sur quelques thèmes (moins d'Etat, moins d'impôts, moins de «théories») qu'on retrouve soigneusement énumérés dans les textes de base, telle la «Carte de supporter Baehler». Nul doute qu'un spécialiste de l'analyse sémiologique se délecterait des fines modulations verbales signées par les têtes libérales du canton, mais de toute évidence rédigées par d'excellents connaisseurs des mots et du langage.
Claude Massy, vigneron, conseiller national, à Epesses, et Jean-Claude Rosat, secrétaire de la Fédération vaudoise d'élevage chevalin, député de Château-d'Oex, disent l'un et l'autre les mérites du cavalier Baehler (appelé Baehler-Fonjallaz à Epesses). Claude Massy évoque le cavalier de la dernière Fête des vignerons et J.-C. Rosat l'officier vétérinaire des troupes de cavalerie. Pierre-Vincent Gamboni, vice-président de la Fédération vaudoise des entreprises, et Janou Coderey, vigneronne (encore) à Lutry, dénoncent l'un et l'autre l'inquisition étatique; le premier à l'égard des petites et moyennes entreprises et la seconde en relation avec le dernier recensement fédéral qui l'a «scandalisée».
Malgré tout le soin apporté à la préparation des témoignages, il y a pourtant quelques discordances. Notamment dans le mot signé par Claude Ruey soi-même, secrétaire du Parti libéral vaudois, député de Nyon, grand dénonciateur d'élections tacites devant l'Eternel. A toutes fins utiles, il attribue des idées collectivistes au socialiste et propose comme alternative un «chef d'entreprise de la trempe de Baehler», en posant cette question «Fallait-il hésiter un seul instant?». On se permettra de rappeler que les libéraux ont même hésité quelques jours entre le chef d'entreprise bien trempé et le directeur de la Chambre vaudoise d'agriculture dénommé Michel Haldy, présenté à l'époque comme un merveilleux trait d'union entre la ville et la campagne. Au reste on prend acte avec satisfaction de la proclamation signée Ruey affirmant que «plus de libertés, ce n'est jamais trop demander». Cela vaut sans doute aussi pour la liberté du citoyen empêché d'élire les municipalités à la proportionnelle, pour les consommateurs assaillis par une publicité ultra-dirigiste et pour les enfants du «cycle d'orientation» obligés de choisir trop tôt, par options et niveaux interposés, un avenir déterminé largement par la condition sociale de leurs parents.

VALAIS

Rien n'est perdu fors l'honneur

Le Valais, voué à la démocratie-chrétienne? Peut-être, mais à quelle démocratie-chrétienne? Celle de Vital Darbellay, celui qui plaidait au dernier congrès PDC de Berne pour l'initiative «Etre solidaires», mettant l'accent prioritaire à la fois sur la défense des droits de l'homme et sur la protection de la famille? Celle du président des cafetiers-restaurateurs Pierre Moren qui, lors de cette même journée de discussion sur la politique suisse au chapitre des étrangers, montait à la tribune pour asséner son credo: «Les bons sentiments sont une chose; ce n'est pas avec eux qu'on fait marcher l'économie»? Celle d'Hans Wyer enfin, homme de gouvernement avant tout, conservateur bon teint, à la Furgler dirait-ton si le chef du Département de justice et police ne cultivait pas à ce point sa confortable popularité personnelle?

Les dernières élections au Conseil d'Etat n'auront pas éclairé, ni en tout cas dissipé ces contradictions internes d'une formation politique qui se maintient au pouvoir, pratiquement sans partage, depuis plus de cent ans.
Certes, l'apparition au deuxième tour d'une liste «dissidente» du «mouvement indépendant» (trois PDC et un socialiste, se présentant à titre personnel) a pu créer un suspense nouveau. Pour la première fois, l'électorat avait le choix et se voyait investi d'une mission jusque-là jalousement confisquée par les tout-puissants délégués démocrates-chrétiens aux assemblées du parti dans ses derniers échelons régionaux: désigner l'équipe au pouvoir! A l'origine de cette «cassure», la perte de confiance populaire subie par Franz Steiner, conseiller d'Etat pour le moins éclaboussé par les «affaires» qui secouent le canton depuis des mois et pourtant très largement désigné à nouveau pour la «candi-

dature» par les délégués de son parti dans le Haut-Valais.

Pour cette fois, le système électoral a permis à l'appareil démocrate-chrétien de sauver la face, malgré l'affirmation d'une évidente volonté de changement, manifeste (voire même majoritaire) surtout dans le Haut-Valais. Nul doute cependant que ces soubresauts électoraux laissent des traces profondes et il faudra plus que des manœuvres de procédure au Grand Conseil pour éviter que ne soit à nouveau sérieusement posée la question de l'introduction de la proportionnelle pour l'élection de l'exécutif cantonal (le PDC gagne un siège de conseiller d'Etat au maintien du «statu quo»).

LA VRAIE NATURE RADICALE

Pour le reste, au-delà de la farouche bataille des listes entre les deux tours de scrutin, que restera-t-il de cette élection? C'est à peine si les candidat(e)s ont engagé le fer sur leurs idées et en tout cas les «dissidents» n'ont pas profité de l'occasion pour présenter l'ébauche d'un programme original: l'enjeu était moral avant tout, les «affaires» servant de pierre de touche unique. Jusqu'aux scores flatteurs enregistrés par le radical Comby qui ne doivent pas tromper sur la vraie nature du courant minoritaire qu'il incarne: tout laisse à penser que le jeune conseiller d'Etat touche d'abord les dividendes d'une politique très conciliante avec les démocrates-chrétiens, et autorisé dès lors par la formation majoritaire à jouer sa carte personnelle devant l'électorat (fantastique débauche publicitaire pendant toute la campagne électorale, des affiches partout, envahissant jusqu'aux postes et aux gares CFF, tout juste pas les portes des églises).

LES LIMITES DE LA GAUCHE

Dans ce combat des chefs, la gauche n'est pas parvenue à hausser le ton, comme sa «virginité» dans les «affaires» aurait pu l'y autoriser. Après le premier tour, le résultat des élections au Grand Conseil connu, le bilan des opérations était sereinement tiré par la présidente socialiste Madeleine Rouiller: «La gauche n'a décidément plus le vent en poupe. La tendance enregistrée lors des élections fédérales de 1979 s'est confirmée dimanche dernier. C'est le glissement vers le centre droit sur l'ensemble du Valais. Glissement par ailleurs observé dans d'autres cantons suisses et également sur le plan international.» Et, plus loin ce diagnostic chiffré: «(...) La force réelle de notre parti oscille entre 12 et 15%. Les scores occasionnels qui vont parfois au-delà de cette fourchette tiennent davantage à des phénomènes ponctuels, conjoncturels ou émotionnels, qu'à une progression effective du parti. Pour l'instant, nous en sommes là.»
Depuis la retraite de Gabrielle Nanchen, le parti socialiste se heurte, semble-t-il, au mur des réalités sociologiques valaisannes: la réserve de voix ouvrières ne lui est pas suffisante pour s'affirmer et son langage traditionnel ne lui a pas permis de se faire véritablement entendre jusqu'ici des classes moyennes, restées sensibles par contre aux clichés du «rouge le couteau entre les dents» distillés à longueur de colonnes dans le «Nouvelliste».

Voici donc les étiquettes distribuées pour quatre ans! Et qu'on ne sous-estime pas leur importance... Dans ce Valais paradoxal et contradictoire, où la démocratie-chrétienne est une véritable auberge espagnole — comme les urnes l'ont une fois de plus révélée — il y a tout de même le bon bord et le mauvais: un socialiste fera difficilement carrière comme fonctionnaire et en tout cas ne deviendra pas chef de service.

A SUIVRE

Du sang neuf à la Commission fédérale des banques qui ne brille pas, comme on sait, par l'extrême jeunesse de ses membres. Le Conseil fédéral vient de nommer un successeur à M. Daniel Bodmer, récemment décédé, en la personne de M. H. Hartung, qui vient de quitter (début mars), pour raisons d'âge, son poste de directeur général au Crédit Suisse. La relève est assurée.

* * *

Lu quelque part que le tribunal administratif de Florence a suspendu l'interdiction prononcée contre la station Radio-Corse internationale qui émettait de l'île d'Elbe. La levée de l'interdiction est provisoire. Radio 24 de Schawinski et Radio-Corse internationale: même combat! Face à cette Italie qui renonce, semble-t-il, à brider la ruée sur les ondes, quelle sera la position des autorités françaises et suisses, alliées jusqu'ici pour la survie des monopoles?

* * *

Autres temps, autres méthodes des éditeurs! En mars 1948, la grève des typographes genevois déclenchée dans la nuit du 9 au 10 mars immobilisait totalement les 80 imprimeries de cette ville. Pas de journaux genevois dans les kiosques. Le 12 mars paraissait le premier et unique numéro d'un quotidien publié par le «Courrier de Genève», le «Journal de Genève», «La Suisse» et la «Tribune de Genève». Il avait été imprimé à Lausanne (IRL) et était intitulé «La Presse genevoise». L'ouverture du Salon de l'Automobile occupait une page entière sur les quatre pages, sans publicité, du journal des éditeurs.

* * *

La Suisse des villes: deux personnes sur trois vivent, dans notre pays, dans une agglomération urbaine. Cette concentration retentit, comme il se doit, sur les caractéristiques du trafic automobile: on peut admettre que plus de la moitié des parcours annuels de tous les véhicules immatriculés en Suisse se font dans des agglomérations. Pressions combinées donc sur les artères urbaines: toujours davantage de véhicules à moteur (parc en augmentation constante) et toujours davantage de conducteurs...